
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1905.

Proposition de loi modifiant l'article 172^{bis} du Code électoral et l'article 63 de la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux discussions de la Chambre a principalement pour objet le redressement d'une injustice, dont sont frappées les populations desservies par les lignes de chemins de fer concédés.

Aux termes des articles 172^{bis} du Code électoral et 63 de la loi du 12 septembre 1895, les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales ont droit, pour se rendre au scrutin et pour le retour, au parcours gratuit sur les chemins de fer de l'État, depuis la station la plus voisine de leur résidence jusqu'à la station la plus rapprochée de la localité où ils doivent exercer le droit de vote.

Ce droit, consacré par la loi du 12 septembre 1895, fut, sur la proposition de la Section centrale, introduit sans discussion dans le Code électoral général par la loi du 11 juin 1896.

L'honorable M. Schollaert, alors Ministre de l'Intérieur, s'y rallia en séance du 24 août 1895 dans les termes que voici : « Je crois juste que les électeurs qui ont changé de domicile et qui sont appelés à voter dans une commune où ils n'ont plus leur résidence, jouissent du parcours gratuit sur les lignes du chemin de fer de l'État. En effet, le vote a été rendu obligatoire ; puisqu'on oblige l'électeur à voter au lieu où il doit exercer ses droits, il est juste qu'on ne l'oblige pas à s'imposer de ce chef des dépenses. Cela est surtout équitable pour les électeurs qui disposent de peu de ressources et pour lesquels ces petits frais sont fort onéreux. »

On objecta à la Chambre — et l'observation fut reproduite dans les Commissions du Sénat — qu'il était injuste de ne point accorder le même avantage aux habitants des provinces desservies par des chemins de fer concédés. Sur la promesse faite par M. le Ministre que le Gouvernement s'efforcera d'obtenir la même faveur des Administrations des lignes concédées, la disposition accordant la gratuité sur les seules lignes de l'État fut adoptée sans modification.

Comme il était à prévoir, les efforts que le Gouvernement avait promis de faire pour obtenir des exploitants des lignes concédées le transport gratuit des électeurs, n'ont pas abouti. Sur ces lignes, — et il en est notamment ainsi sur celles de la Société anonyme des Chemins de fer de la Flandre occidentale, — on n'accorde qu'une réduction de 50 %, et l'électeur n'en reste pas moins astreint à des dépenses que la loi ne devrait pas lui imposer. C'est là, comme on l'a dit, une injustice que nous voudrions voir disparaître.

Dans la séance du 24 août 1895, M. Schollaert ajoutait : « Pour les lignes concédées, il y a des contrats qui lient l'État et je ne saurais dire si nous pouvons contraindre ces lignes à accorder aux électeurs les mêmes faveurs que le Gouvernement est décidé à accorder. »

Nous comprendrions l'objection s'il s'agissait d'imposer aux sociétés concessionnaires de chemins de fer, l'obligation de transporter gratuitement les électeurs, alors qu'elles n'y seraient pas tenues aux termes de leurs contrats de concession : ce serait là, en effet, une espèce d'expropriation sans indemnité. Mais telle n'est pas notre intention : nous voulons simplement que l'État prenne à sa charge les frais de transport.

Il le fait du reste dans un cas analogue au nôtre. L'article 52 de la Constitution dispose, en effet, que les membres de la Chambre des Représentants ont droit au parcours gratuit sur les lignes des chemins de fer concédés du lieu de leur résidence à la ville où se tient la session. Ce que la loi constitutionnelle a fait pour nous, la loi électorale peut le faire pour les électeurs obligés de se rendre au scrutin et qui souvent sont de pauvres gens pour qui cette dépense est onéreuse.

C'est ce qui nous a amenés aussi à adopter la rédaction du texte constitutionnel.

Quant aux mesures d'exécution, à la façon dont seront indemnisés les exploitants des lignes concédées, la loi électorale n'a pas à entrer dans ces détails, pas plus que ne l'a fait l'article constitutionnel qui a donné le libre parcours aux députés. C'est par voie d'arrêté royal que ces questions doivent être réglées.

Nous demandons aussi que l'obligation du transport gratuit des électeurs soit étendue aux chemins de fer vicinaux, qui, eux aussi, n'accordent qu'une réduction de 50 %. De nombreuses communes, en effet, sont fort éloignées du chemin de fer et il est même des régions où le réseau des chemins de fer vicinaux est pour ainsi dire seul à assurer des communications un peu promptes. De ce côté, d'ailleurs, les objections que l'on a présentées pour les chemins de fer concédés n'existent même point : aux termes du second paragraphe de l'article 25 de la loi du 28 mai 1884, devenu l'article 8 de la loi du 24 juin 1885, le Gouvernement est autorisé à imposer aux concession-

naires, dans l'intérêt des services publics généraux, provinciaux et communaux, les obligations et les transports gratuits ou à prix réduit qu'il jugera utiles.

Le droit de l'État est donc incontestable.

Les mesures que nous proposons sont équitables; elles ne nous paraissent pas devoir soulever de contradiction; nous sommes convaincus que la Chambre tiendra à les consacrer par son vote avant les élections prochaines.

ERNEST NOLF.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 172^{bis} du Code électoral et 63 de la loi du 12 septembre 1893 relative aux élections communales sont remplacés par la disposition suivante :

« Les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales ont droit pour se rendre au scrutin et pour le retour au parcours gratuit sur les chemins de fer de l'État, *sur les chemins de fer concédés et sur les chemins de fer vicinaux*, dans des conditions à déterminer par arrêté royal, depuis la station la plus rapprochée de leur résidence jusqu'à la station la plus voisine de la localité où ils ont à exercer leur droit de vote ».

WETSVOORSTEL.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 172^{bis} van het Kieswetboek en 63 der wet van 12 September 1893 betreffende de verkiezingen voor den gemeenteraad worden vervangen door de navolgende bepaling :

« De kiezers, die den dag der verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij op de kiezerslijsten staan, hebben, om zich ter stemming te begeven en naar huis terug te keeren, het recht, binnen de voorwaarden bij koninklijk besluit te bepalen, kosteloos te reizen op de spoorwegen van den Staat, *op de vergunde spoorwegen en op de buurtspoorwegen*, van af de statie het meest nabij hunne verblijfplaats gelegen tot aan de statie het dichtst gelegen bij de plaats waar zij hun stemrecht moeten uitoefenen ».

ERNEST NOLF.

LÉON TERMOTE.

A. BUYL.

R. VAN DE VENNE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 NOVEMBER 1905.

Wetsvoorstel waarbij artikel 172^{bis} van het Kieswetboek en artikel 63 der wet van 12 September 1895 betreffende de verkiezingen voor den gemeenteraad worden gewijzigd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel, dat wij de eer hebben aan de beraadslagingen der Kamer te onderwerpen, strekt hoofdzakelijk tot het doen ophouden van een onrecht ten aanzien der bevolkingen, bediend door vergunde spoorwegen.

Naar luid van artikel 172^{bis} van het Kieswetboek en van artikel 63 der wet van 12 September 1895, hebben de kiezers, die den dag der verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij op de kiezerslijsten staan, om zich ter stemming te begeven en naar huis terug te keeren, het recht kosteloos te reizen op Staatsspoorwegen, van af de statie het meest nabij hunne verblijfplaats gelegen tot de statie die het dichtst is gelegen bij de plaats waar zij hun stemrecht moeten uitoefenen.

Dit recht, bekrachtigd door de wet van 12 September 1895, werd, op voorstel der Middenafdeeling, zonder beraadslaging in het algemeen Kieswetboek opgenomen door de wet van 11 Juni 1896.

De achtbare heer Schollaert, toenmalig Minister van Binnenlandsche Zaken, vereenigde zich daarmede ter zitting van 24 Augustus 1895, in de volgende bewoordingen : « Ik acht het billijk dat de kiezers die van woonplaats veranderden en worden opgeroepen om te stemmen in eene gemeente waar zij niet meer verblijven, kosteloos reizen op de lijnen van Staatsspoorweg. Trouwens, de stemming is verplicht gemaakt; vermits de kiezer wordt genoodzaakt te stemmen ter plaatse waar hij zijn recht moet uitoefenen, is het billijk hem uit dien hoofde geene kosten op te leggen. Dat

is vooral billijk voor kiezers die over geringe middelen beschikken en voor wie die kleine kosten zeer zwaar vallen ».

Ter Kamer werd ingebracht — en de opmerking werd herhaald in de Commissiën van den Senaat — dat het onbillijk was hetzelfde voordeel niet te verschaffen aan de inwoners van provinciën die worden bediend door vergunde spoorwegen. Nadat de heer Minister had beloofd, dat de Regeering zou trachten hetzelfde voordeel te verkrijgen van het bestuur der vergunde spoorwegen, werd de bepaling, waarbij alleen op Staatslijnen kosteloos vervoer werd toegestaan, zonder wijziging aangenomen.

Zooals was te voorzien, slaagde de Regeering niet in hare pogingen om van de beheerders van vergunde lijnen kosteloos vervoer van kiezers te verwerven. Op die lijnen, en namelijk op die der Naamlooze Maatschappij voor de spoorwegen in West-Vlaanderen, wordt slechts eene vermindering van 50 p. h. toegestaan en blijft de kiezer niettemin verplicht tot kosten welke de wet hem niet zou moeten opleggen. Dat is, zooals werd gezegd, een onrecht, en wij zouden willen dat het verdwijne.

Ter vergadering van 24 Augustus 1895, zegde de heer Schollaert verder : « Ten aanzien der vergunde lijnen, is de Staat verbonden door overeenkomsten, en ik zou niet durven zeggen dat wij die lijnen kunnen dwingen aan de kiezers dezelfde gunst te verleenen als de Regeering wil toestaan. »

Die tegenwerping zouden wij begrijpen, indien men de concessiehoudende maatschappijen wilde verplichten de kiezers kosteloos te vervoeren, ofschoon daartoe niet gehouden door hare overeenkomsten van concessie : dat ware inderdaad een soort van onteigening zonder vergoeding. Doch dit ligt geenszins in onze bedoeling : wij willen slechts dat de Staat de vervoerkosten ten zijnen laste neemt.

Dat doet hij namelijk in een geval als dat hier bedoeld. Trouwens, artikel 52 der Grondwet bepaalt dat de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers het recht hebben kosteloos te reizen op de lijnen van vergunde spoorwegen van hunne verblijfplaats af tot de stad waar de sessie wordt gehouden. Wat de Grondwet voor ons deed, vermag de kieswet voor de kiezers, verplicht zich te begeven naar de stembus en vaak arme lieden voor wie deze kosten schadelijk zijn.

Daarom ook namen wij den tekst der Grondwet over.

Met de maatregelen ter uitvoering en de wijze waarop de beheerders van vergunde lijnen vergoed zullen worden, heeft de kieswet zich evenmin in te laten als het artikel der Grondwet dat vrij verkeer toestond aan de Volksvertegenwoordigers. Die punten behooren te worden geregeld bij koninklijk besluit.

Verder vragen wij dat de verplichting tot kosteloos vervoer van kiezers worde uitgestrekt tot de buurtspoorwegen, die insgelijks slechts eene vermindering van 50 % toestaan. Voor deze laatste bestaan de bezwaren, ingebracht ten opzichte der geconcedeerde spoorwegen, zelfs niet : naar luid van het tweede lid van artikel 23 der wet van 28 Mei 1884, hetwelk artikel 8 der wet van 24 Juni 1885 is geworden, kan, in 't belang der algemeene, provinciale en gemeentelijke diensten, de Regeering aan de concessiehouders

opleggen de verplichtingen en het kosteloos vervoer of het vervoer tegen verminderden prijs, door haar nuttig geacht.

Dus is het recht van den Staat onbetwistbaar.

De door ons voorgestelde maatregelen zijn billijk; 't komt ons niet voor dat zij tegenkanting zullen ontmoeten, en wij houden ons overtuigd dat de Kamer er prijs zal op stellen ze vóór de aanstaande verkiezingen door hare stemming te bekrachtigen.

ERNEST NOLF.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 172^{bis} du Code électoral et 63 de la loi du 12 septembre 1893 relative aux élections communales sont remplacés par la disposition suivante :

« Les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales ont droit pour se rendre au scrutin et pour le retour au parcours gratuit sur les chemins de fer de l'État, *sur les chemins de fer concédés et sur les chemins de fer vicinaux*, dans des conditions à déterminer par arrêté royal, depuis la station la plus rapprochée de leur résidence jusqu'à la station la plus voisine de la localité où ils ont à exercer leur droit de vote ».

WETSVOORSTEL.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 172^{bis} van het Kieswetboek en 63 der wet van 12 September 1893 betreffende de verkiezingen voor den gemeenteraad worden vervangen door de navolgende bepaling :

« De kiezers, die den dag der verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij op de kiezerslijsten staan, hebben, om zich ter stemming te begeven en naar huis terug te keeren, het recht, binnen de voorwaarden bij koninklijk besluit te bepalen, kosteloos te reizen op de spoorwegen van den Staat, *op de vergunde spoorwegen en op de buurtspoorwegen*, van af de statie het meest nabij hunne verblijfplaats gelegen tot aan de statie het dichtst gelegen bij de plaats waar zij hun stemrecht moeten uitoefenen ».

ERNEST NOLF.

LÉON TERNOTE.

A. BUYL.

R. VAN DE VENNE.

